

Zeitschrift: Technische Mitteilungen / Schweizerische Post-, Telefon- und Telegrafienbetriebe = Bulletin technique / Entreprise des postes, téléphones et télégraphes suisses = Bollettino tecnico / Azienda delle poste, dei telefoni e dei telegrafi svizzeri

Herausgeber: Schweizerische Post-, Telefon- und Telegrafienbetriebe

Band: 66 (1988)

Heft: 9

Rubrik: Verschiedenes = Divers = Notizie varie

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

ascom renseigne la presse

Daniel SERGY, Berne

A l'occasion de plusieurs manifestations destinées aux représentants de la presse, *ascom Holding SA* a fait le point de la situation dans quelques domaines d'activité, un an après la création de l'entreprise.

Une fusion qui s'est révélée judicieuse

Le bilan de la première année d'activité du groupe est positif. Les objectifs fixés en ce qui concerne la conduite de l'ensemble ont été atteints dans leur majorité. Il s'agissait entre autres choses de

- mettre au point une stratégie globale efficace et harmonieuse
- coordonner la planification à moyen et à court terme et d'exercer un contrôle périodique d'efficacité dans les différents domaines d'activité
- procéder à l'attribution des moyens financiers et en matière de personnel, afin de créer des conditions d'activité optimales tout en préservant au mieux les chances d'épanouissement du groupe
- créer un organe de décision adéquat pour régler toutes les questions intéressant l'ensemble du groupe et assurer une information réciproque des partenaires, condition indispensable à une bonne coordination de la marche des affaires.

La conduite d'entreprises, jusqu'alors partiellement concurrentes et dont le style de comportement n'était pas le même, n'est pas une petite affaire. Il a fallu aplanir certaines divergences d'intérêts, mais aujourd'hui, l'idée *ascom* porte déjà ses fruits. Cette réalité est déterminante pour l'avenir.

La Suisse n'est pas épargnée par l'évolution économique actuelle qui aboutira à une ouverture plus ou moins prononcée des marchés. Cela est une des raisons qui ont conduit *Hasler SA*, *Autophon SA* et *Zellweger SA* à concentrer leurs efforts sous l'égide de l'*ascom*. Cette attitude leur permettra d'être mieux en mesure d'affronter les problèmes qui se dessinent dans le domaine de l'assouplissement du monopole des PTT actuellement en discussion dans le cadre de la nouvelle Loi sur les télécommunications. En outre, la mise en commun des moyens disponibles et la coordination de la recherche

permettront au groupe de mieux s'affirmer au plan international, eu égard aux profonds changements qui s'annoncent en matière de politique économique à l'échelon de la Communauté européenne.

Les résultats obtenus jusqu'ici s'expriment par un chiffre d'affaires de 2,154 milliards de francs pour 1987 et des commandes en portefeuille pour un montant de 2,186 milliards de francs. Le bénéfice net de 40,8 millions de francs est resté quelque peu en dessous des prévisions. Compte tenu des événements de l'année passée et des effets de restructuration, la situation est encourageante. La fusion fut donc une mesure judicieuse.

Vittel 100 nouvel appareil téléphonique compatible avec le Vidéotex

Le service Vidéotex est le premier dispositif interactif permettant à l'utilisateur d'échanger des informations depuis son domicile par exemple, en l'absence d'un partenaire à la communication. Les prestations du système en cours d'introduction en Suisse, conforme aux normes de la CEPT, sont nombreuses et diverses. Pour l'industrie des télécommunications appelée à fournir les terminaux nécessaires, s'ouvre un marché encore en pleine expansion et il est normal que les firmes de la branche cherchent à occuper ce créneau.

Saisissant l'occasion qui se présentait, un des partenaires d'*ascom*, *Hasler SA*, a développé un appareil de téléphone per-



Fig. 1
Vittel 100, poste téléphonique avec possibilité de raccordement au Vidéotex

mettant le raccordement au Vidéotex, commercialisé sous le nom de «Vittel 100» (fig. 1). Ce terminal comprend un appareil de téléphone, un modem, un décodeur et un clavier. Doté de caractéristiques offrant un grand confort d'exploitation, il peut être utilisé, soit avec un téléviseur domestique (version simplifiée), soit avec un moniteur noir/blanc ou couleur, spécialement prévu à cet effet. Une version pour hôtels est en cours de développement. Lors de l'étude de cette nouvelle série de terminaux, on a recherché la plus grande simplicité d'emploi en reprenant l'idée de l'utilisation «sans mode d'emploi» qui a fait ses preuves à d'autres occasions. En outre des touches programmables selon les désirs de l'utilisateur permettent de simplifier les opérations d'accès au système pour les prestations utilisées fréquemment. Les menus et les indications à l'intention de l'utilisateur peuvent être affichés à l'écran dans les trois langues nationales suisses et en anglais. Les expériences faites à l'étranger montrent qu'une des applications à laquelle on a le plus souvent recours est celle de la communication électronique de textes. Pour en tenir compte, le terminal a été équipé d'un clavier de machine à écrire avec des touches de dimension normale. En outre, vu que même les usagers exercés ne peuvent pratiquement pas utiliser la pleine vitesse de transmission le Vittel 100 est doté d'une mémoire de préparation de texte, qui permet de mettre les textes au point avant l'établissement de la liaison, c'est-à-dire «hors taxe». La partie «téléphone» de l'ensemble reste constamment en mesure de fonctionner, aussi bien lorsque le terminal Vidéotex est déclenché que lors de pannes de courant. En ce cas, seules les facilités de confort ne sont plus assurées.

En ce qui concerne les perspectives d'avenir, le fabricant ne considère pas le lancement de ce terminal comme un essai isolé. Au contraire, il constitue le point de départ d'une série de développements nouveaux qui conduiront à la réalisation d'appareils plus sophistiqués avec mémoire de numéros d'appel, service «mains libres» dispositif de chiffrement des communications, télébanking ou, en option, à deux lignes de raccordement.

Un autre partenaire d'ascom, Autelca SA Gümligen, a également présenté certaines nouveautés à la presse.

Parmi les produits de la ligne des systèmes bancaires ou pour le commerce de détail, le grand public connaît certainement en premier lieu les «Postomat», «Bancomat», «Creditmat» et autres «Prontomat» qui désignent sous un nom propre à chaque entreprise offrant la prestation, un seul et même système.

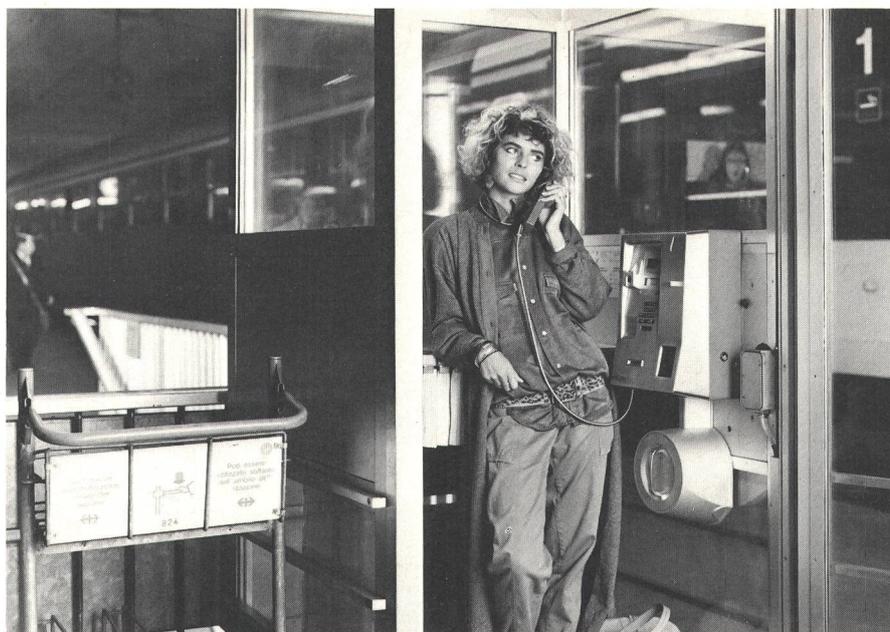


Fig. 2
Le poste téléphonique à prépaiement TelcaStar n'est pas seulement un simple terminal, il est partie intégrante d'un système de gestion évolué

Avec le «Magic safe», la firme met sur le marché un automate de guichet bancaire remplissant toutes les conditions de sécurité requises pour un guichet ouvert et qui n'est pas simplement un nouveau trésor. Ce dispositif est capable d'effectuer des paiements en prélevant les numéraires sur l'argent rentré et peut traiter jusqu'à 34 monnaies étrangères.

Depuis de nombreuses années et avec la collaboration des PTT, l'Entreprise de Gümligen a développé plusieurs postes téléphoniques à prépaiement. Le TelcaStar est le dernier-né de ces produits (fig. 2). Cet appareil n'est pas seulement un terminal, il peut également être intégré dans un système évolué permettant la transmission de certains critères, tels que «caisse pleine», «écouteur défectueux», «tentative d'effraction», etc. En outre, TelcaStar n'est muni que d'une seule fente à monnaie et peut traiter jusqu'à trois monnaies différentes. Le système permet la gestion de l'ensemble des stations depuis un centre d'exploitation, qu'il s'agisse de l'envoi de personnel sur place, du changement des monnaies autorisées au traitement, de l'introduction de l'heure d'été ou de nouveaux tarifs ou encore de la modification du taux de change pour les monnaies étrangères. Les appareils TelcaStar sont également en mesure d'accepter différents types de cartes et, dans le courant de 1989, un lecteur de cartes compatible pour les trois systèmes de paiement sans numéraire les plus répandus sera disponible.

Le domaine d'activité des distributeurs de titres de transport est aussi en pleine évolution. Aujourd'hui des appareils en mesure de traiter plusieurs types de monnaies, les billets de banque ou les informations fournies par un lecteur de carte sont chose courante. Le nombre de tickets différents délivrés ou celui des touches de destination, la rapidité et la sécurité d'impression, ainsi que les moyens auxiliaires facilitant la maintenance font que ces automates sont utilisés dans le monde entier.

En guise de conclusion

En un court laps de temps ascom a organisé plusieurs rencontres à l'intention de la presse quotidienne, économique ou technique. Une telle activité est louable et on a senti un réel besoin de se faire connaître de la part de firmes bien établies en Suisse, se présentant sous des atours nouveaux. Les thèmes exposés l'ont été de façon attrayante et les réactions des participants ont montré l'intérêt qu'ils portaient à l'ensemble des questions évoquées et à l'avenir du groupe. Dans le contexte actuel, une offensive médiatique de cette envergure est compréhensible. Souhaitons que, si elle devait se prolonger, elle n'aille pas à l'encontre du but visé, pour la simple raison qu'avec le temps les intéressés n'accroissent plus une importance suffisante aux manifestations semblables mises sur pied par ascom.

Eine traditionelle STEN-Tagung

Daniel SERGY, Bern

Eine traditionelle STEN-Tagung fand im Kursaal Bern statt. Tradition heisst aber nicht uninteressant, und das Thema «Kommunikationsdienste über konzessionierte Kabelnetze – heute und morgen» liess eine offene, womöglich gespannte Diskussion erwarten.

Die Tagung, zum ersten Mal von der informationstechnischen Gesellschaft des Schweizerischen Elektrotechnischen Vereins (SEV) organisiert und wie üblich unter dem Patronat des SEV und der Pro Telecom durchgeführt, wurde von Herrn Prof. Dr. *Bernhard Plattner*, Institut für Informatik der ETH Zürich geleitet. In seiner Einführung analysierte er die

Thematik der verschiedenen Vorträge.

Die Evolution der Kommunikation ist nicht alleine von einer rasanten, anhaltenden Entwicklung der Technologien geprägt. Sie beruht auch nicht lediglich auf das Streben der Benutzer nach einer schnelleren Anpassung an die neuen Techniken, als dies die gesetzlichen und praktischen Gegebenheiten erlauben. Das Interesse der verschiedenen Partner an diesem Geschehen ist auch finanzieller Art. Die Anfechtung gewissen, zum Teil historisch bedingten monopolistischen Verhaltens der staatlichen Fernmeldeverwaltungen und -betriebe macht sich seit einigen Jahren in den Industrieländern bemerkbar, und die Schweiz wurde diesbezüglich nicht verschont. Dies kann am Beispiel des neuen, in Beratung stehenden Fernmeldegesetzes und an jenem der Anstrengungen interessierter Kreise zur Liberalisierung des Fernmeldemarktes festgestellt werden. Will man solche Ziele wirklich verfolgen, sind Grundbegriffe wie «Dienste», «Teilnehmeranlagen», «Netze» usw. klarer zu definieren. Zudem sollte der liberale Gesetzesrahmen weder durch die Botschaft noch durch die Verordnung des Bundesrates eingeschränkt werden.

Nach diesen einleitenden Worten sprach Herr *Hans Rudolf Fischer*, Interdisziplinäre Berater- und Forschungsgruppe Basel AG, über das

Bedürfnis nach neuen Kabeldiensten.

Im Zusammenhang mit der Verkabelung der Stadt Basel wurde das Bedürfnis nach neuen Kabeldiensten abgeklärt. Haushalte sind nach den üblichen Kriterien der Meinungsforschung über die gewünschten Fernsehgeräte, die TV-Nutzungsarten, die Zweckmässigkeit eines interaktiven Dienstes und den gewünschten Zahlungsmodus befragt worden. Telefon-Interviews ergaben, dass etwa 75 % der Befragten sich für die Verbreitung von Fernsehen und Radio über das Kabelnetz interessierten, wobei der Wunsch nach mehr ausländischen Programmen oder solchen aus Lokalfernsehen eindeu-

tig zum Ausdruck kam. Dafür wäre man bereit eine Gebühr bis zu Fr. 16.— monatlich zu bezahlen. 63 % waren für interaktive Dienste wie Hilferuf- und Sicherheitsdienste oder Fernsehschulung (Gebührenvorstellung: Fr. 17.— monatlich). Die Befragung ergab ein grosses Interesse für das Gebührenfernsehen (Pay TV), wobei die damit verbundene Werbung nicht als störend empfunden wurde. Hingegen wurde der Abonnementspreis von Fr. 28.— monatlich als allgemein zu hoch erachtet. Für das Fernsehen mit hoher Auflösung (High-Definition-TV) äuserten sich rund 25 % der Leute positiv, 63 % machten ihre Antwort von den Kosten abhängig, und rund 12 % hatten keine Meinung.

Die gleichen Fragen wurden den Kleinbetrieben gestellt. Prozentual betrachtet, liegen die Ergebnisse durchschnittlich etwas tiefer, und die Bedürfnisse bewegen sich mehr im Bereich der Interaktivität.

Mit diesen Erhebungen erhielten die Kabelnetzbetreiber der Stadt Basel sicher aufschlussreiche Angaben für die Programmgestaltung und das künftige Dienstleistungsangebot. Es wäre interessant zu erfahren, ob die gleiche Befragung auf Schweizer Ebene oder in einer anderen Grossstadt die für Basel erhaltenen Ergebnisse bestätigen würden oder nicht.

Die Technik des neuen Kabelnetzes Basel

erläuterte *Andres Keller*, Rediffusion AG, Zürich. Die geplante Anlage gehört zu den modernsten Europas. Das Grundgerippe besteht aus einem PTT-Glasfaser-netz, das die digitale Übertragung der Signale von der privaten Kopfzentrale mit Studio bis zu den Telephonquartierzentralen übernimmt. Von da aus geschieht die Verteilung sternförmig in koaxialer Technik bis zu den Quartierverteilausrüstungen der Gesellschaft und dann zu den Abonnenten. Übertragen werden die Fernsehprogramme in PAL-Norm, der UKW und gebührenpflichtige TV-Programme. Für einen späteren Zeitpunkt sind die Vermittlung der MAC2-Signale und das Angebot von Komfortdiensten vorgesehen. Die Kopfzentrale ist für die Fernüberwachung und -steuerung des Betriebs ausgerüstet. Die zu entrichtenden Gebühren können entsprechend der Dienstleistungen über die Zentralrechneranlage fein abgestuft werden.

Der «Télé réseau» der Stadt Genf

steht seit Ende April 1987 teilweise in Betrieb. Ähnlich aufgebaut wie die Basler Anlage, wurde er den Tagungsteilnehmern durch Herrn *Pierre-Ami Chevalier*, Coditel Genève, vorgestellt. Die Übertragungskapazität beträgt 40 Fernseh- und 30 Rundfunkprogramme. Heute stehen 13 Fernseh- und 21 UKW-Programme (wovon 12 in Stereofonie) in Betrieb. Zu-

dem werden das erste Programm des hochfrequenten Telefonrundspruchs (HFTR), ein Kanal für die Meteorologie und die Information sowie die Sportkanäle übermittelt. Das Aktienkapital der Gesellschaft wurde auf 4,5 Mio Franken festgelegt mit 51 % Anteilnahme der Stadt Genf. Die Investitionskosten belaufen sich auf 40 Mio Franken, und die monatliche Abonnementsgebühr für Teilnehmer beträgt Fr. 18.—.

Nichtöffentliche Kabelnetze – Konkurrenz oder Ergänzung zu den PTT-Betrieben

war das Thema des Referates von Herrn *Karl E. Wuhrmann*, Direktor der Fernmeldedienste der Generaldirektion PTT. Die bestehenden Fernsehverteilnetze und die PTT-Netze weisen voneinander abweichende Eigenschaften auf. Sie wurden verwirklicht, um unterschiedliche Bedürfnisse (Verteilen breitbandiger Signale der Massenkommunikation und Übermitteln der schmalbandigen Information der Individualkommunikation) zu decken. Bis heute haben sich beide Netztypen optimal ergänzt. Künftige, öffentliche Netze werden in der Lage sein, breitbandige Verteil- und Kommunikationsdienste anzubieten. Deshalb sollen neue Zusammenarbeitsformen diskutiert und definiert werden, wie das in Basel und Genf bereits der Fall ist, um unabhängige Infrastrukturen und unwirtschaftliche Doppel-spurigkeiten zu vermeiden.

Les télécommunications de l'image

Unter diesem Titel erläuterte *Dominique Lamiche*, von France Télécom in Montrouge, den Fragenkomplex der privaten Bildkommunikation auf Kabel in Frankreich. In einem ersten Gesetz wurde festgehalten, dass nur die von der Kopfstation einer Anlage empfangenen Signale und ein Ortskanal vermittelt werden dürfen. Obwohl der Entscheid über den Bau eines Netzes bei den Gemeinden lag, galt France Télécom als einziger Generalunternehmer. Das neue Gesetz von 1986 hatte eine Lockerung gewisser Regeln zur Folge, was dem Schaffen der Fernseh-kabelnetze neue Impulse verlieh. Zurzeit werden im ganzen Lande durchschnittlich 900 000 Anschlüsse je Jahr gebaut, wobei 100 000 mit Glasfaser bis zum Teilnehmer verlegt werden. Bei allen Anlagen wird ein Teil der «Intelligenz» in den Gebäuden dezentralisiert. Diese Entwicklung erlaubte, die Fernsehprogramme im Abonnement oder aufgrund der benützten Dienste wie Videothek, Bildbanken usw. anzubieten. Um den wachsenden Bedürfnissen der Bildkommunikation Rechnung zu tragen, werden spezifische Dienste für Berufsleute der Kommunikation und des Tonbildes angeboten.

Die Bedeutung der Breitbandkommunikation im Ortsnetz für Bankanwendungen

war der Beitrag von *Norbert Peltzer*, Schweizerischer Bankverein in Basel. Die Kommunikationsbedürfnisse einer Bank als Dienstleistungsunternehmen sind im

Ortsnetz hauptsächlich auf den Verkehr mit der Kundschaft ausgerichtet. Die technischen Möglichkeiten der modernen Kommunikation und ihre sinnvolle Einsetzbarkeit und Wirtschaftlichkeit sind besprochen worden.

Kommunikationsdienste und Benützerverhalten auf einem Hochschulnetz

war der letzte Vortrag der Tagung. Wie dies Dr. *Peter Heinzmann*, IBM Forschungslaboratorium, Rüschlikon, zeigte, besteht das Breitbandnetz der Zürcher Hochschulen aus mehr als 100 km Koaxialkabel und 145 Verstärker. Es gehört zu den grössten seiner Art und dient als

Übertragungsmittel für Datenkommunikation, Netzwerk-Überwachungseinrichtungen und Video-Verbindungen. Zur Sprache kamen die Bedeutung verschiedener Dienste, das Benützerverhalten beim Terminalzugang und die Netzstrukturierung.

Schlussfolgerungen

zog der Tagungsleiter B. Plattner. Er stellte fest, dass das Bedürfnis nach interaktiven Kommunikationsdiensten, sei es im Unterhaltungssektor oder im Bereich der beruflichen Anwendungen, nachgewiesen worden ist. Das gleiche gilt auch für das Verlangen nach grösseren Übertragungskapazitäten, besonders seitens der Dienstleistungsbetriebe. Er-

freulich sei ebenfalls, dass die Schaffung der Pilotnetze in Genf und Basel Verständnis zwischen den PTT-Betrieben und den privaten Kabelnetzbetreiber zeige, was im Interesse der Benutzer und einer optimalen Anwendung der verfügbaren Mittel ist.

Die Tagung war den Kommunikationsdiensten über konzessionierte Kabelnetze gewidmet, ein Thema, das etwas Zündstoff beinhaltete. Doch spaltete sich die Versammlung nicht, eher versuchte jeder die Situation offen und sachlich darzulegen, und man bekam das Gefühl eines gewissen Konsenses. Auch in diesem Sinne war die diesjährige STEN-Tagung traditionell.

Pro Radio Television tagte in Thun

Daniel SERGY, Bern

Zum ersten Mal unter der Leitung des Fürsprechers *R. Gullotti*, Präsident, fand die 55. Generalversammlung der Pro Radio Television, Vereinigung zur Förderung des Fernseh- und Rundfunkempfangs, in Thun statt. In seiner Eröffnungsansprache begrüßte Gullotti die Herren *Josef Gefter* und *Eduard Haas*, Ehrenmitglieder, und Vertreter der Behörde, unter denen der Direktor der Fernmeldekreisdirektion Thun, *Heinz Bögli*, zu verzeichnen war, sowie der Presse.

Eine vielseitige Tätigkeit

Das vergangene Geschäftsjahr zeichnete sich durch eine rege, vielseitige Tätigkeit aus. An seinen Sitzungen befasste sich *der Vorstand* nicht einzig mit den statutarischen Angelegenheiten. Er beschloss, jährlich neben dem Betriebsbudget ein Investitionsbudget zu erstellen, um der immer stärker werdenden wirtschaftlichen Orientierung der Pro Radio Television Rechnung zu tragen. Auch wurde die Zuständigkeit und Verantwortung innerhalb der Vereinigung in einer Finanzkompetenzordnung festgehalten, und die Geschäftsstelle erhielt den Auftrag, für die organisatorischen Änderungen Vorschläge auszuarbeiten.

Eine Anregung der PTT-Betriebe, in grösseren Städten und Agglomerationen Untersuchungen über die Empfangswahrscheinlichkeit bei Regionalfernseh-Kurzversuchen auf Gesuch der Initianten durchzuführen, wurde mit den Kabelfernsehverbänden und dem Händlerverband geprüft. Die Abklärungen ergaben, dass ein mit aufwendigen und kostspieligen Untersuchungen erzieltetes Ergebnis kaum zu anderen Entscheiden führen würde als die von Fachkreisen vorgenommenen Schätzungen. Der Vorstand beschloss auf die Durchführung solcher Aufträge zu verzichten.

Die *Betriebsorganisation* setzte ihre Tätigkeit in der Aufklärung und Beratung der Bevölkerung in Fernseh- und Radioempfangsfragen mit der Herausgabe von

Informationsblättern oder Broschüren fort.

Zu den begehrten *UKW-Skalen* und *Karten* kam ein weiteres Merkblatt über das *Radio-Data-System (RDS)*, das in Zusammenarbeit mit den PTT-Betrieben und der SRG geschaffen wurde. Die neue Dienstleistung entlastet in erster Linie den Automobilisten vom ständigen Nachstimmen seines Empfängers. Eine Anzahl vorprogrammierte Informationen auswerten oder angeben, ob der eingestellte Sender Verkehrsmittelungen ausstrahlt, sind weitere Möglichkeiten des Systems. Ebenso das Umschalten auf eine normale Lautstärke bei Verkehrsdurchsagen, falls der Empfänger auf Stummschaltung oder Kassettenbetrieb geschaltet ist. Der Einführungsplan des RDS für die Schweiz und die europäischen Länder rundet die kurze Erläuterung dieser Merkmale im Prospekt ab.

Im *IRT-Bulletin* bildeten die Schwerpunkte der Information die Bekanntgabe der Frequenzumstellung im UKW-Rundspruch, der Ausbau der Radio- und Fernsehsendernetze, die Einführung der Zweittonträgermethode im schweizerischen Fernsehsendernetz und die Probleme beim Teletextempfang. In einer Sondernummer wurde das Fernsehen mit hoher Bildauflösung (HDTV) vorgestellt.

An verschiedenen *Ausstellungen* hatte man einen Informationsstand betrieben. Auf Einladung der Pressestelle von Radio DRS standen Fachleute der Vereinigung den Besuchern der Studios an der MUBA und an der BEA für die Erteilung von Auskünften über Empfangsprobleme im UKW- oder Kurzwellenrundspruch zur Verfügung.

Was die *Entstörung* betrifft, hat der seit Jahren festgestellte Rückgang von Aufträgen zur Behandlung von Störquellen aus dem Haushalt, wie für Apparate, Spiel- und Werkzeuge, angehalten. Die Gründe dafür sind, neben den besseren Empfangsverhältnissen dank vermehrten Kabelanschlüssen, auch die positiven

Auswirkungen der einschlägigen Stör-schutzbestimmungen.

Übertragungsdienstleistungen wurden für verschiedene Organisationen erbracht. Für die Alpinen Skiweltmeisterschaften in Crans-Montana besorgte Pro Radio Television das Erstellen der HF-, Video- und Tonübertragungsnetze. Für die Bereitstellung von 18 Fernsehprogrammen mussten rund 150 Monitoren auf einer Strecke von 3000 m Länge aufgestellt werden, zu denen jene für die Presse noch zu zählen sind. Die Fachleute der Vereinigung halfen auch bei der «Goldenen Rose von Montreux» und dem «25. Internationalen Seminar der UER» mit.

Eine gut vorbereitete Generalversammlung

Wie immer hatten *Georges Brantschen*, Geschäftsführer, und seine Mitarbeiter die Generalversammlung so gut vorbereitet, dass die verschiedenen Traktanden rasch erledigt werden konnten. Auch wenn die Abstimmungen reibungslos vor sich gingen, bedeutet dies keinesfalls, dass die Anwesenden die Abwicklung der Geschäfte nicht aufmerksam und kritisch verfolgten.

Jahresrechnung und Bilanz für 1987 sowie das Budget für 1988 wurden einstimmig genehmigt. Die Mitgliederbeiträge, zum letzten Mal im Vorjahr angepasst, bleiben für die kommende Geschäftsperiode unverändert.

Die Versammlung nahm noch die *Wahlen der Vorstandsmitglieder* vor. Mit einer Ausnahme stellten sich die Mandatinhaber für eine neue Amtsperiode zur Verfügung. Sie wurden in ihrem Amt bestätigt. Herr Direktor *P. B. Langenegger*, Delegierter der Vereinigung Schweizerischer Gemeinschaftsantennenbetriebe (VSGB), reichte aus beruflichen Gründen seine Demission ein. Seit 1982 stellte er als Vorstandsmitglied seine grossen Fachkenntnisse der Vereinigung auf loyaler Art zur Verfügung und war für seine Menschlichkeit und Bereitwilligkeit bekannt. Als sein Nachfolger wurde Herr *Hans-Ruedi Meyer*, Direktor der Rediffusion AG in Zürich, gewählt.

Im Anschluss an den statutarischen Teil hörten die Teilnehmer das Referat von Herrn *Chr. Bärfass*, Adjunkt bei der Hauptabteilung Radio und Fernsehen der Generaldirektion PTT, Satellitenrundfunk: Quo vadis? In kurzer Zeit erläuterte der Redner das Prinzip der Satellitenverbindungen für Radio und Fernsehen. Im Kommunikationsbereich ist zu unterscheiden zwischen den Fernmeldesatelliten und den Rundfunksatelliten. Gemäss dem internationalen Reglement dienen die ersten primär der Übertragung privater Nachrichten von Punkt zu Punkt und benützen vorwiegend das Frequenzband 10,7 GHz...11,7 GHz. Die ausgestrahlten

Informationen unterstehen grundsätzlich dem Fernmeldegeheimnis und dürfen nur durch die dazu befugten Bodenstationen des Bestimmungslandes empfangen werden. Rundfunksendungen können jedoch unter bestimmten Bedingungen ausgestrahlt werden. Zurzeit sind über 40 Programme aus Fernmeldesatelliten verfügbar, wovon 14 Fernseh- und 3 Tondarbie-tungen für den Empfang in der Schweiz genehmigt sind. Zudem ist es vorgesehen, Rundfunksatelliten auf Orbit zu setzen. Es zeichnet sich eine Überkapazität an Transpondern für jeden Satellitentyp ab. Auch wenn man eine Erhöhung der vermittelten Programme erwartet, ist eine

mittelfristige Prognose der Evolution im Bereich des Satellitenrundfunks kaum möglich.

Dieses Referat bildete sowohl den Schluss des ersten Teils der Veranstaltung als auch eine gute Einführung zur nachmittäglichen Besichtigung der Satellitenempfangsanlage der *Fischer*-Unternehmungen in der Nähe von Thun. Die Teilnehmer hatten somit Gelegenheit, die Möglichkeiten und Probleme dieser Empfangstechnik in einer modernen und vielseitigen Anlage aus der Praxis etwas näher kennenzulernen.

Generalversammlung der Pro Telecom

Daniel SERGY, Bern

Die 61. ordentliche Generalversammlung der Pro Telecom, Vereinigung zur Förderung des Fernmeldewesens in der Schweiz, fand in Zürich statt. Unter den Teilnehmern begrüsst der Präsident *Jean Gimmi* die Vertreter der Behörde, der PTT und der Presse. Die Versammlung gedenkte den Hinschied zweier Ehrenmitglieder, *Hans Abrecht* und *Charles Lancoud*, beide in ihrem 83. Lebensjahr gestorben.

Die Verbandstätigkeit

Eine der wichtigsten Tätigkeiten in der letzten Geschäftsperiode war sicher die Vorbereitung und die Betreuung des Standes der Fernmeldeindustrie an der *Telecom 87*. 36 Schweizer Aussteller (PTT-Betriebe, Radio-Schweiz AG, 31 Industriefirmen, Swisscom und Telesuisse sowie eine Grossbank für Exportfinanzierungsinformationen) fanden sich im Schweizer Pavillon zusammen. Verwirklicht wurde das Projekt des Zürcher Gestalters *Hanspeter Paoli*, das in bezug auf Grösse und Gestaltung die bisherigen schweizerischen Gemeinschaftsstände an der *Telecom* übertraf. Der «*Swiss Telecommunications Day*», mit dem Ziel, das schweizerische Fernmeldewesen ausländischen Telekommunikationsfachleuten sowie bestehenden und potentiellen Kunden näherzubringen, wurde von der Pro Telecom organisiert. Im Rahmen der Berufsinformation fand anlässlich der *Telecom 87* der «*Tag des Ingenieurs*» statt. Dieser Anlass richtete sich an alle Studenten des vorletzten Ausbildungsjahres der Fachrichtungen Elektronik und Informatik der ETH und der HTL. 420 Studenten aus allen Landesgegenden benützten die Gelegenheit, sich über die Berufsaussichten im Telekommunikationssektor zu informieren.

Eine rege Tätigkeit entwickelte sich auch in den *Fachgremien*. In einem ersten Schritt genehmigte der Vorstand das neue Leitbild der Pro Telecom und setzte eine verbandsinterne Arbeitsgruppe ein, um Vorschläge zur Anpassung der Tätigkeit der Fachgremien an die neusten Er-

fordernisse auszuarbeiten. Nebst einer Stellungnahme zum Entwurf des neuen Fernmeldegesetzes liess sich das Gremium *Äussere Beziehungen* über die «Chancen und Risiken der Telekommunikation für Verkehr und Siedlung in der Schweiz» sowie über das Projekt «Kommunikations-Modellgemeinden» und das EG-Grünbuch «Über die Entwicklung des gemeinsamen Marktes für Telekommunikations-Dienstleistungen und -Geräte» informieren. Das Gremium *Innere Beziehungen* nahm Kenntnis von der Umorganisation bei der CEPT im Blick auf die Schaffung der europäischen Fernmelde-normen für Endgeräte. Ferner wurden ihm die Richtlinien des «Comité de coordination de l'harmonisation» (CCH) unterbreitet. Dank Vermittlung des Gremiums konnten der Generaldirektion PTT im Verlauf des Jahres mehrere Industrievertreter zur Mitarbeit in Arbeitsgruppen der CEPT gemeldet werden. Diese üben ihre Tätigkeit im Interesse aller Mitgliederfirmen der Vereinigung aus. Anhand eines neuen Rahmenauftrages überprüfte das Gremium *Forschung und Entwicklung* seine Ziele und Tätigkeiten. Die Hauptaufgabe besteht darin, die technischen Anforderungen einer zukunftsgerichteten Telekommunikation erfüllen zu können. Eine Gruppe arbeitete an der Vervollständigung der Grundforderungen für die Teilnehmervermittlungsanlagen. Bezüglich der Schnittstellen wurden Empfehlungen für die Verbindungen zwischen digitalen Teilnehmervermittlungsanlagen und Endgeräten ausgearbeitet. Mögliche Einflüsse von Swissnet-2-Diensten auf die Teilnehmervermittlungsanlagen wurden ebenfalls untersucht. Mit zwei Fernseh-Spots, Inseraten in Publikumszeitschriften und Plakaten wies die *Werbe-kommission T* das Publikum auf die Informationsfülle der ersten 100 Seiten der Telefonbücher hin. Die Werbeaktion war mit zwei Wettbewerben verbunden. Als Preise gab es je eine Reise nach Hawaii und den Malediven, Fernsehgeräte sowie Taxikarten. Im übrigen betätigte sich die Pro Telecom an der Ausfertigung und Verbreitung von Publikationen und Plakaten sowie mit der Schaufensterdekora-

tion und dem Bau von Ständen in mehr als zehn Ausstellungen.

Unterstützung des Entwurfes zum neuen Fernmeldegesetz

Ergänzend zum Jahresbericht wies der Präsident darauf hin, dass die Schweizer Fernmeldeindustrie den Entwurf des Fernmeldegesetzes (FMG) unterstützt und eine rasche parlamentarische Behandlung befürwortet. Das FMG ist als Rahmengesetz konzipiert und lässt eine schrittweise Liberalisierung zu. Es wird auch der künftigen Entwicklung der Informationsgesellschaft gewachsen sein, die eine Verschmelzung der Telekommunikation und der Informatik zur «Telematik» bringen wird. Pro Telecom betrachtet das FMG in der vorliegenden Form als einen gelungenen Wurf, auch wenn einigen Punkten bei der Beratung noch besondere Aufmerksamkeit zu schenken ist. Dies sollte allerdings kein Grund sein, die Verabschiedung des Gesetzes zu verzögern. Die heutige Gesetzgebung ist durch die technologische Entwicklung überholt, und es liegt im Interesse aller Beteiligten, das neue FMG so rasch als möglich in Kraft zu setzen.

Die Liberalisierung wird zum Teil durch die Öffnung der europäischen Märkte gefördert. Diesem Trend entsprechend verlangte die Europäische Gemeinschaft in ihrem «Grünbuch über die Entwicklung des gemeinsamen Marktes für Telekommunikations-Dienstleistungen und -Geräte» die Schaffung eines europäischen Instituts für Telekommunikationsnormen. Die Gründung fand im März 1988 statt. An dieser ersten Versammlung nahmen aus der Schweiz die PTT-Betriebe, die «asut», Vertreterin der Benutzer, und seitens der Industrie die Pro Telecom teil. Zwecks Koordination auf europäischer Ebene werden vom Institut aus Gespräche geführt und zum Teil Verträge abgeschlossen mit der EG, der EFTA, der CEPT usw.

Rasche Behandlung der Traktanden

Auch dieses Jahr hatten *Josef Koch*, Geschäftsführer, und seine Mitarbeiter wie üblich die Veranstaltung so gut vorbereitet, dass die Traktanden rasch behandelt werden konnten.

Jahresrechnung und Bilanz 1987 sowie das Budget für 1988 wurden einstimmig angenommen. Die Mitgliederbeiträge blieben unverändert.

Die Versammlung nahm noch die Wahlen der *Vorstandsmitglieder* vor. Mit einer Ausnahme stellten sich die Mandat inhaber für eine weitere Amtsperiode vor und wurden in ihrem Amt bestätigt. Herr Direktor *Scheier*, Siemens-Albis Zürich AG, tritt nach langjähriger Tätigkeit zurück. Er war als Vorsteher des Gremiums «Forschung und Entwicklung» für seine breiten Fachkenntnissen sowie seine offene und konziliante Art bestens bekannt. Als sein Nachfolger wurde Herr Generaldirektor *Nagel*, Siemens-Albis Zürich AG, gewählt. Neu in den Vorstand kam auch Herr *Schäublin*, Direktor der Gfeller AG in Bern.

Aktuelle Probleme aus dem Fernmeldebereich

war der Titel des Referates von Dipl.-Ing. *Rudolf Trachsel*, Generaldirektor der PTT-Betriebe, das im Anschluss an den statutarischen Teil vorgetragen wurde. Was die *Unternehmensplanung 1988...1992* betrifft, erwartet man eine jährliche Steigerung der Telefonanschlüsse (Faksimile und Datenübertragung eingeschlossen) um etwa 92 500, einen Verkehrszuwachs von rund 6,5 % und eine erhöhte Marktleistung von etwa 7,7 % für die Teleinformatikdienste. Der schrittweise Ausbau des digitalen Fernmeldenetzes (Swissnet 1 und 2), die Erweiterung des Natel C, der vermehrte Einsatz von Glasfaserkabelanlagen, die beschleunigte Einführung von Videotex und das Vorantreiben von Comtex gehören zu den wichtigen Vorhaben der Unternehmung. Der Plan für die *Investitionen* zeigt eine Nachfragesteigerung von rund 35 % für die kommenden fünf Jahre, was zu einem starken Druck

auf die Infrastruktur führt und sich in einem grossen Personal- und vor allem erhöhten Kapitalbedarf niederschlägt. Die PTT-Betriebe werden innerhalb des Planungszeitraumes insgesamt 4000 zusätzliche Arbeitsplätze schaffen und Investitionen von über 16 Milliarden Franken zu tätigen haben. Der Grossteil dieser Investitionen entfällt auf das Fernmeldedepartement. Für die Netze werden jedes Jahr etwa 1,6 Milliarden Franken aufgewendet, für Teilnehmereinrichtungen überschreitet der jährliche Finanzbedarf die 900-Millionen-Grenze, und für die Liegenschaften sind etwa 200 Millionen Franken einzusetzen. So werden jährlich rund 2,7 Milliarden Franken investiert. Die Nachfrage nach Fernmeldedienstleistungen wird weltweit sowohl quantitativ als auch qualitativ stark zunehmen, was auch zu einer grösseren Bedeutung des *Fernmeldeplatzes Schweiz* beiträgt. Im freien Wettbewerb spielen jedoch die Preise eine ausschlaggebende Rolle, und Generaldirektor Trachsel tritt mit Überzeugung für eine kostengerechte Tarifierung ein. Dazu brauchen die PTT-Betriebe unternehmerischen Freiraum, und ihre Möglichkeiten dürfen nicht zunehmend mit Auflagen eingeengt werden. Denkt man an den Fehlbetrag der Postdienste, der aus den gemeinwirtschaftlichen Leistungen zugunsten des Zeitungstransportes und des Postautodienstes stammt, an die Gewinnablieferung an die Bundeskasse (insgesamt 1,7 Milliarden Franken in den letzten 10 Jahren) und an die Reservenbildung für die Unternehmung, ergeben sich jährlich 600...700 Millionen Franken, die die Preise für Fernmeldeleistungen über die Gestehungskosten hinaus belasten. Trachsel wehrt sich aus drei Gründen gegen weitere politische Auflagen und besonders gegen betriebsfremde Lasten. Somit sind finanzielle Mittel gebunden, die für die Unternehmungsaufgaben dringend benötigt werden. Diese Verpflich-

tungen verstärken die Verzerrungen in der Mischrechnung der PTT und lösen falsche Marktsignale aus. Zudem vermindern sie die Wettbewerbsfähigkeit und schwächen die Position des Fernmeldeplatzes Schweiz im internationalen Geschäft ab. Der Chef des Fernmeldedepartementes nahm noch Stellung zum Vorschlag der asut, nachdem ein *Bundesamt für Telekommunikation* zu schaffen sei. Wenn unbestritten ist, dass die Tätigkeit der PTT-Betriebe beaufsichtigt werden muss, braucht man sicher nicht ein solches Amt dazu. Ein breites Instrumentarium steht bereits zur Verfügung. Im PTT-Organisationsgesetz sind die Zuständigkeiten und Bedürfnisse geregelt, die Kompetenzen der Bundesversammlung, des Bundesrates, des EVED, der konsultativen PTT-Konferenz und der leitenden Organe der PTT sind verbindlich und sinnvoll festgelegt. Alle diese Instanzen waren in der Lage, ihre Aufsichtspflichten über die PTT-Betriebe zu erfüllen, und dies wird auch in Zukunft möglich sein. Mit der Definition von Grunddiensten und Tarifprinzipien durch das Bundesamt fordert die asut eine andere Aufgabenverteilung, als der Bundesrat sie im FMG-Entwurf vorsieht. Die Lösung des Entwurfs ist bei weitem vorzuziehen. Sie überlässt die Definition und Regelung der Grunddienste eindeutig dem Bundesrat, die Erteilung der Konzessionen hingegen den Fachinstanzen der PTT, wobei gegen deren Entscheide der ordentliche Beschwerdeweg offensteht. Der Bundesrat bedarf selbstverständlich der Beratung, die denn auch primär dem sachkundigen EVED obliegt. Daneben ist er frei, beratende Kommissionen einzusetzen. Das Bestehen solcher Gremien ist bereits im neuen FMG-Entwurf verankert. Mit diesem auf grossem Interesse gestossenen Vortrag wurde die diesjährige Generalversammlung der Pro Telecom abgeschlossen.